

## **L'Assemblée départementale de FO DGFIP de la HAUTE LOIRE S'adresse à tous les collègues**

Les adhérents de FO DGFIP réunis à l'occasion de leur assemblée départementale annuelle ce 18 avril 2013 ont décidé de s'adresser à l'ensemble des collègues du département :

Nous faisons tous le même constat : année après année, les politiques successives de réduction des dépenses publiques, qu'elles s'appellent RGPP ou MAP, ont amené la Direction Générale des Finances Publiques, comme l'ensemble des services de l'Etat, au bord de la catastrophe.

Nous subissons tous les jours les conséquences de la politique d'austérité en cours :

- suppressions d'emplois à répétition qui saignent les services, interdisent l'exécution correcte des missions, et provoquent une dégradation des conditions de travail jamais connue dans l'ensemble des services.
- Crédits budgétaires misérables qui amènent la direction à priver ses propres agents des moyens matériels décents, nécessaires à un fonctionnement normal.
- Traitements bloqués depuis trois ans, réduits par le jeu de l'augmentation des prélèvements.

A cela s'ajoutent les effets de la fusion des deux anciennes directions au nom de laquelle se poursuit la remise en cause permanente de leurs missions respectives. Prétendues réformes des missions, réorganisations, restructurations de services sont tentées en dépit du bon sens, dans un seul but : démanteler la DGFIP !

Les adhérents de Force Ouvrière ont discuté longuement, à ce sujet, des projets que prépare le gouvernement à travers l'Acte trois de la décentralisation : les services administratifs de l'Etat, et notamment la DGFIP, sont au cœur du cyclone.

En effet, la démarche stratégique en cours dans notre administration est présentée par le Comité Interministériel de la Modernisation de l'Action Publique du 2 avril 2013 comme la mise en pratique du dispositif général qui doit aboutir au détricotage quasi-total des services de l'Etat au profit des mégapoles, des régions, et des communautés d'agglomérations qui se partageraient par voie de contrat les prérogatives de l'Etat.

Force Ouvrière l'affirme, il ne s'agit pas moins que de transformer notre pays en une « république balkanisée », formée de territoires inégalitaires, en lieu et place de la République une et indivisible qui assure un traitement égalitaire de droit de tous les citoyens.

Nous connaissons d'ores et déjà les conséquences pour notre administration au travers du document de la démarche stratégique dont FO- DGFIP 43 vous a fait le compte- rendu :

- Régionalisation des missions de Contrôle (DIRCOFI, etc.),
- Démantèlement des DDFIP,
- Généralisation des pôles en tous genres,
- Transfert du recouvrement de l'impôt des trésoreries mixtes vers les SIP, voire les CPS,
- Fusion- restructuration des trésoreries et des SIE- SIP,
- Simplifications en tous genres contre les missions et la qualité du service public
- Démantèlement des droits et garanties des personnels.

Pour notre direction départementale, il s'agit à présent de commencer à mettre en pratique cette démarche : après avoir été force de proposition en préconisant le transfert du recouvrement de l'impôt aux trésoreries mixtes, la plupart rurales, au risque de les affaiblir grandement, voilà qu'elle annonce tout de go au CHS du 15 avril que l'idéal serait de conserver 11 trésoreries sur les 22 que compte le département !

Les adhérents Force Ouvrière considèrent que ces propos sont très graves: si on les laisse faire, non seulement ils s'en prendront aux services de trois agents et moins, mais ils s'attelleront au regroupement des SIP entre eux, et des SIE entre eux.

Pour que le service public des Finances Publiques conserve ses missions et ses moyens, nous ne devons pas les laisser faire !

C'est pourquoi nous vous proposons de participer, à l'appel de cinq organisations syndicales nationales (FO- CGT- Solidaires- CFDT-CGC) de la DGFIP, à la préparation des **Etats Généraux de L'Agent des Finances Publiques** qui se dérouleront à l'automne.

Du point de vue des adhérents Force Ouvrière, ces Etats Généraux doivent se préparer de manière revendicative et ne pas se limiter à des constats. Face aux graves dangers qui menacent l'existence de notre administration et de nos statuts, FO DGFIP propose que les personnels rédigent leurs **cahiers de revendications** qui seront centralisés nationalement.


Force ouvrière DGFIP défend, sans préalable ni exclusive, les revendications suivantes:

- **Arrêt de la démarche stratégique**
- **Arrêt des suppressions d'emplois**
- **Maintien de l'intégralité des missions dans le ressort de la DGFIP**
- **Maintien des statuts particuliers et de tous nos droits et garanties (régime indemnitaire)**
- **Non aux statuts interministériels**
- **Arrêt des réorganisations et des restructurations**
- **Maintien de l'ensemble du réseau de proximité, trésoreries, SIP, SIE.**
- **Augmentation immédiate du point d'indice de 5% et octroi de 44 points pour tous au titre du rattrapage.**
- **Abrogation effective du jour de carence**

Ces revendications s'inscrivent dans celles de tous les salariés, de la fonction publique comme du secteur privé, confrontés depuis des années à une même politique d'austérité qui s'attaque à leurs salaires, leurs droits collectifs, leur emploi, leur statut.

Avec Jean- Claude MAILLY, l'assemblée départementale FO- DGFIP affirme « **qu'il appartient aux travailleurs et à leurs organisations syndicales de combattre l'austérité par tous les moyens, y compris la grève.** »

## Adhérer au syndicat Force Ouvrière des Finances Publiques

	<b>BULLETIN D'ADHESION</b> (À renvoyer à Robert GAGNE, Trésorerie du PUY VILLE ou à Chantal BONELLO, C des F P du Puy)
NOM :	
PRENOM :	
GRADE :	
AFFECTATION :	
Déclare vouloir adhérer au Syndicat FORCE OUVRIERE DGFIP	
Fait à _____, le _____	signature _____